

**72ème Assemblée générale des
Nations unies - Climat -
Intervention de M. Nicolas Hulot,
ministre de la transition écologique
et solidaire**

(New York, 18 septembre 2017)

Merci beaucoup Monsieur le Président de l'Assemblée générale des Nations unies,

Mesdames, Messieurs, Excellences,

Merci Monsieur le Président d'avoir pris l'initiative de cette discussion sur les conséquences, entre autres, de l'Ouragan Irma.

On voit bien que, d'une manière un peu brutale, la nature nous confronte aux limites de notre vieille condition humaine et nous met en demeure de prendre en charge, peut-être, les conséquences un peu trop longues de notre insouciance.

Vous l'avez vu et cela a été dit, la France a été, comme d'autres pays des Caraïbes, meurtrie dans sa chair par la violence d'Irma qui, comme cela a été rappelé, est visiblement le plus puissant qu'on ait vu à ce jour dans l'Atlantique. De nombreux compatriotes ont perdu la vie, leur maison, et tentent aujourd'hui de repartir de zéro. La France, qui a été durement touchée est, évidemment, aussi solidaire de tous ses voisins dans la région, de la Barbade, de la Dominique, et à toutes celles et ceux qui ont été touchés.

Au moment où je vous parle, malheureusement, la Caraïbe vit dans l'incertitude alors qu'une autre tempête tropicale, Maria, menace de se transformer en Ouragan et cela d'ailleurs va malheureusement complexifier les secours qui n'étaient pas encore suspendus.

Nous vivons donc, et cela vient d'être rappelé, une sinistre bande annonce d'un film catastrophe qui risque de se développer et qui nous démontre une nouvelle fois que si nous ne faisons rien pour lutter contre le changement climatique, celui-là sera bien un tueur en série du 21ème siècle.

La France est donc totalement mobilisée pour agir avec tous ceux qui le souhaitent pour accélérer encore la mise en oeuvre de l'Accord de Paris.

Ces évènements nous rappellent aussi à une double obligation : celle de renforcer la prévention des risques naturels, notamment en développant des systèmes d'alertes précoces. J'ai en effet

découvert, peut-être comme vous, avec effroi que fautes de moyens, il n'était pas toujours possible de prévenir les populations qu'une catastrophe climatique allait arriver, même lorsque l'on est au courant plusieurs jours avant. Le cadre d'action adopté par les Nations unies à Sendai doit nous servir de base pour agir et répondre à ce besoin, qui est une totale injustice climatique majeure. Les données météorologiques, les prévisions et l'information sont un droit élémentaire dans un monde qui s'enfonce dans l'incertitude climatique. Leur accès doit être universel, c'est un objectif sur lequel j'appelle tous nos partenaires à s'entendre.

L'autre obligation que nous avons, c'est la solidarité avec les victimes, d'abord dans la mobilisation des acteurs humanitaires, puis dans la reconstruction. La France a décidé de faire de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, les deux îles les plus touchées par Irma, des laboratoires de résilience face au changement climatique.

Voilà, nous mettrons à la disposition de nos partenaires ce retour d'expérience comme une contribution à ce qui devient maintenant une priorité absolue, au même titre que l'atténuation du changement climatique : l'adaptation.

Certaines initiatives sur l'accès à l'assurance, la résilience et la capacité de répondre rapidement aux besoins des populations ont été lancées, dans le cadre des Nations unies ou de l'agenda de l'Action de Paris.

Je conclurai simplement à dire qu'un autre danger nous guette, c'est celui de nous habituer à la multiplication de ces tragédies et je rappelle, et cela vaut pour la France, qu'à Paris nous avons fait un serment de ne jamais sacrifier l'avenir au présent./.